

HALTE À LA VIOLENCE BASÉE SUR LE SEXE ET SUR LE GENRE EN EUROPE !

À l'occasion du 25 Novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Parti de la Gauche Européenne dénonce les violences basées sur le sexe et le genre dans toutes leurs expressions, subies par les femmes et les filles dans tous les pays européens.

Cette violence se produit dans tous les domaines de la vie des femmes et tout au long de leur vie, de la sphère privée à la sphère publique. Une analyse menée en 2014 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) a révélé qu'une femme sur dix dans l'UE avait été victime d'abus sexuels depuis l'âge de quinze ans. Dans l'UE, une femme sur trois a subi des violences physiques ou sexuelles et deux femmes sont assassinées chaque jour par leur partenaire ou ex-partenaire.

Les femmes sont confrontées à des conditions de travail, économiques et de vie plus difficiles que les hommes en raison d'inégalités structurelles et d'un manque de coresponsabilité dans le travail de soins, ce qui les laisse dans des positions subalternes en raison de la dépendance économique. Les femmes sont marginalisées et vulnérables face à la violence. Les vulnérabilités telles que celles-ci sont établies dans la société, en particulier par le manque d'accès à la justice, et sont plus importantes pour les femmes qui sont victimes de divers facteurs de discrimination, tels que les femmes handicapées, les femmes migrantes ou les femmes sans papiers.

Bien que les États membres de l'UE se soient attaqués à la violence et aux abus fondés sur le sexe et le genre, les disparités dans l'application des lois actuelles et les différentes stratégies législatives et politiques conduisent à différents degrés de criminalisation, de protection, de soutien aux victimes et de prévention.

Une étude menée pour le Parlement européen en 2022 a conclu qu'aucune forme de violence de sexe et genre n'est criminalisée dans l'UE, ce qui implique que non seulement les cadres

juridiques procéduraux diffèrent d'un pays à l'autre, mais qu'il existe des pays qui ne respectent pas les normes recommandées en matière de soutien aux victimes, telles que les lignes d'assistance téléphonique, les refuges, les centres de crise ouverts 24 heures sur 24 pour les victimes de violences sexuelles, des services pour des groupes spécifiques de victimes et des mesures visant à encourager le signalement.

Les lacunes dans les mesures de sécurité peuvent avoir de graves conséquences, car elles peuvent entraver la capacité des victimes à accéder au soutien et à la protection dont elles ont besoin. Afin de résoudre ces problèmes, il est essentiel que l'UE donne la priorité à la mise en œuvre de systèmes d'aide aux victimes standardisés et complets, ainsi qu'à l'amélioration de la coordination et de la formation entre les autorités compétentes afin de lutter efficacement contre la violence basée sur le genre.

En conséquence, le Parti de la gauche européenne soutient l'appel à une Directive Européenne sur la violence contre les femmes et la violence domestique. Les victimes de tout type de violence à l'encontre d'un partenaire intime ou d'un ex-partenaire, de violence sexuelle, de harcèlement sexuel, de harcèlement fondé sur le genre, de violence contre les droits sexuels et reproductifs des femmes, d'exploitation sexuelle et reproductive, de mutilations génitales féminines, de mariage précoce ou forcé, de cyberviolence ou d'abus sexuel en ligne fondés sur leur image doivent être protégées de la même manière, quel que soit leur lieu de résidence.

Le Parti de la Gauche Européenne propose des mesures transversales qui vise à éradiquer la violence masculine et les féminicides en Europe en s'attaquant aux causes profondes de ces problèmes, telles que les inégalités économiques et sociales ainsi qu'aux stéréotypes de genre ancrés dans le patriarcat. On propose des mesures telles que la réduction des écarts salariaux et des retraites, la promotion des

systèmes publics de protection, l'égalité d'accès à l'éducation et à des programmes féministes, respectueux des traumatismes, adaptés à l'âge et fondés sur des données relatives à la sexualité et à l'affectivité ainsi que des formations continues de tous les organes impliqués dans les incidents de violence fondée sur le genre.

Nous sommes convaincus que la lutte contre le patriarcat est une priorité et qu'elle est essentielle non seulement pour éradiquer la violence masculine à l'encontre des femmes et des personnes LGBTQIA+, mais aussi pour construire une Europe de personnes libres, égales et autodéterminées.

Lutter contre le patriarcat implique également de lutter pour la paix, car le patriarcat est à l'origine de la guerre. En ces heures dramatiques de guerre, nous sommes solidaires des femmes palestiniennes, des femmes migrantes, des femmes kurdes et des femmes du monde entier qui sont victimes de la guerre et de l'oppression patriarcale.

Nous voulons une Europe exempte de violence fondée sur le genre. C'EST FINI.

Secrétariat politique et Groupe de Travail sur les politiques féministes du PGE

